COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 25 mai 2012
(convocation du 14 mai 2012)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Mai Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. POIGNONEC Michel, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à compter de 12h25	Mme. DELATTRE Nathalie à M. DELAUX Stéphan
M. DAVID Alain à M. TOUZEAU Jean à compter de 12h25	M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul à compter de 12h25
Mme. CARTRON Françoise à M. FELTESSE Vincent à compter de 12h	M. EGRON Jean-François à Mme. LIMOUZIN Michèle
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain	Mme EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie à compter de 12h
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe	M. GALAN Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 10h45	M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. FLORIAN Nicolas
M. PIERRE Maurice à Mme. FOURCADE Paulette à compter de 12h	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 9h50
M. PUJOL Patrick à M. POIGNONEC Michel	M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à Mme. LIRE Marie Françoise
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain à compter de 11h30	Mme. HAYE Isabelle à M. HURMIC Pierre
Mme LACUEY Conchita à M. TURON Jean-Pierre à compter de 12h	M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL Clément à compter de 12h15
M. SOUBABERE Pierre à M. HERITIE Michel à compter de 10h15	M. MILLET Thierry à M. RAYNAL Franck
Mme TERRAZA Brigitte à M. FREYGEFOND Ludovic à compter de 10h35	Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne
M. ASSERAY Bruno à M. CHAUSSET Gérard	M. QUANCARD Denis à M. BOBET Patrick
Mme. BALLOT Chantal à M. GUICHOUX Jacques à compter de 12h	M. REIFFERS Josy à M. SOLARI Joël jusqu'à 10h10
Mme BONNEFOY Christine à M. BONNIN Jean-Jacques à compter de 12h	Mme. SAINT-ORICE Nicole à Mme. TOUTON Elisabeth
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. FAORO Michèle	M. SIBE Maxime à M. CAZENAVE Charles

LA SEANCE EST OUVERTE

**Marché public de prestations intellectuelles - Accord cadre de maîtrise d'oeuvre
pour les opérations de travaux sur les écoles de la Communauté Urbaine de
Bordeaux**

AUTORISATION de lancement et de signature - Désignations

Madame ISTE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Dans le cadre de sa mission de gestion des bâtiments communautaires, la direction bâtiments et moyens est en charge de la construction de bâtiments neufs, de la réhabilitation, de la maintenance et de l'extension de bâtiments existants.

Parmi ces bâtiments, les écoles communautaires font l'objet de travaux importants notamment dans le cadre de leur mise en état correct dans le but de les rétrocéder aux communes. Conformément aux dispositions des contrats de co-développement conclus, ces opérations de travaux sont réalisées soit en maîtrise d'œuvre interne, soit en conduite d'opération avec maîtrise d'œuvre externe.

Les spécificités, la complexité ou le volume financier de certaines opérations nécessitent d'avoir recours à l'assistance d'une maîtrise d'œuvre de droit privé régie par la loi N° 85-704 du 12 juillet 1985, dite loi MOP, notamment pour les travaux de mise en état correct et réhabilitations des groupes scolaires,

Afin d'optimiser ces achats de prestations intellectuelles, il serait opportun d'avoir recours à un accord cadre de maîtrise d'œuvre soumis à la loi MOP.

En effet, l'accord cadre nous semble le marché le plus adapté à notre besoin de souplesse et de continuité indispensables pour pouvoir piloter plusieurs opérations de front avec efficacité. Ces opérations étant, par ailleurs, négociées dans le cadre des contrats de co-développement, un tel marché permet d'être davantage réactif une fois prise la décision politique de lancement des projets.

C'est dans cet objectif, qu'il vous est proposé de lancer un accord cadre multi attributaire sous la forme d'un appel d'offres ouvert pour une durée de 4 ans ferme, et pour un montant maximum de 4 000 000€ HT.

Cet accord cadre ne couvrira pas tous les besoins de la Direction Bâtiments et Moyens. Celle-ci se réservera le droit de faire de nouveau appel à la concurrence pour des opérations de travaux neufs spécifiques dont le montant des honoraires serait supérieur à 200 000 € HT. L'accord cadre régira quant à lui les marchés subséquents de maîtrise d'œuvre pour des opérations de travaux induisant une rémunération du maître d'œuvre inférieure à 200 000 € HT (soit des montants de travaux estimés au maximum à 2 500 000 € HT).

Les missions confiées dans le cadre de ces marchés subséquents sont : mission de base et mission complémentaire d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination.

A cette fin, les services communautaires ont mis au point un dossier de consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles 33 alinéa 4, 57 à 59, 74 et 76 du code des marchés publics, en vue de la dévolution des prestations décrites ci-dessus

La procédure retenue, conformément aux articles précités du Code des marchés publics se déroulera de la façon suivante :

Le nombre de titulaires de l'accord-cadre est fixé au maximum à trois. Ces titulaires seront remis en concurrence lors de chaque marché subséquent.

En application des articles 74, 22 et 24 du Code des marchés publics, le jury qui sera appelé à donner son avis motivé sur les candidatures et les offres sera composé comme suit :

- Le Président de la Communauté ou son représentant en qualité de Président du jury avec voix délibérative ;
- 5 membres désignés au scrutin de liste dans les conditions prévues à l'article 22 du code des marchés publics avec voix délibérative.

Le Président du jury devra en outre désigner :

- des personnalités ayant la même qualification professionnelle que celle demandée aux candidats ou une qualification équivalente (conformément à l'article 24-I-e), avec voix délibérative. Ils devront représenter au moins un tiers du jury.

Le Président du jury pourra en outre désigner :

- des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet de la consultation (conformément à l'article 24-I-d), avec voix délibérative sans que leur nombre ne puisse excéder 5.

Avant de procéder aux opérations de désignation, il vous est proposé que les listes soient déposées sur le bureau du secrétaire de séance.

A l'issue des opérations électorales, ont été élus membres de ce jury :

M. Bernard LABISTE pour représenter le Président

M. Jean-Pierre Guyomarc'h titulaire, ayant pour suppléant M. Ludovic Bousquet

M. Michel Poignonec titulaire, ayant pour suppléant M. Fabien Robert

Mme Béatrice De François titulaire, ayant pour suppléant M. Pierre Soubabère

M. Gérard Lagofun titulaire, ayant pour suppléant M. Frédéric Danjon

M. Max Guichard titulaire, ayant pour suppléant M. Jean-Claude Feugas

Afin d'assurer la mise en œuvre de cette consultation il vous est aujourd'hui demandé de bien vouloir :

- Lancer une procédure d'appel d'offres ouvert en vue de la passation d'un accord cadre multi attributaire d'un montant maximum de 4 000 000 € HT
- approuver le projet de dossier de la consultation consultable à l'immeuble Le Guyenne, Direction de la Commande Publique - 6ème étage.
- autoriser Mr le Président à signer le marché à intervenir à l'issue de la procédure de passation, ainsi que les marchés subséquents à intervenir avec les attributaires et à procéder en cas d'insuccès, à la recherche d'entreprises, soit par la voie d'un nouvel appel d'offres sur la base de documents de la consultation adaptés à la conjoncture économique ou modifiés, soit par la voie d'un marché négocié.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code des Marchés Publics,

VU les documents de la consultation mis à disposition des élus communautaires en application des articles L 2121-12 et L 2121-13 du CGCT,

VU le résultat des opérations électorales,

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT

- Qu'il est opportun de lancer un accord cadre multi attributaire de maîtrise d'oeuvre pour des opérations de travaux sur les écoles de la Communauté urbaine de Bordeaux.
- Que les marchés subséquents ne concerneront que des opérations de travaux induisant une rémunération du maître d'œuvre inférieure à 200 000 € HT (soit des montants de travaux estimés au maximum à 2 500 000 € HT).

DECIDE

ARTICLE 1:

Le projet de dossier de consultation mis à disposition des élus est approuvé.

ARTICLE 2:

Monsieur le Président est autorisé à lancer une mise en concurrence dans le cadre d'un appel d'offres ouvert en vue de la conclusion d'un accord cadre multi attributaire de maîtrise d'œuvre

ARTICLE 3:

Monsieur le Président est autorisé à signer le marché à intervenir avec le(s) prestataire(s) qui aura(ont) émis l(es) offre(s) économiquement la(es) plus avantageuse(s) ainsi que les marchés subséquents à intervenir avec les attributaires.

ARTICLE 4:

Monsieur le Président est autorisé à procéder, en cas d'insuccès, à la recherche de prestataires, soit par la voie d'un nouvel appel d'offres sur la base de documents de la consultation adaptés à la conjoncture économique ou modifiés, soit par la voie d'un marché négocié.

ARTICLE 5:

Sont désignés en qualité de membres du jury au terme des opérations électorales conduites dans les conditions de l'article 22 du Code des Marchés Publics, les 5 membres titulaires et suppléants suivants :

M. Bernard LABISTE pour représenter le Président

M. Jean-Pierre Guyomarc'h titulaire, ayant pour suppléant M. Ludovic Bousquet

M. Michel Poignonec titulaire, ayant pour suppléant M. Fabien Robert

Mme Béatrice De François titulaire, ayant pour suppléant M. Pierre Soubabère

M. Gérard Lagofun titulaire, ayant pour suppléant M. Frédéric Danjon

M. Max Guichard titulaire, ayant pour suppléant M. Jean-Claude Feugas

ARTICLE 6

Les dépenses résultant du présent marché seront imputées sur les crédits ouverts à cet effet au budget principal et budgets annexes aux exercices 2012 à 2016 et en fonction des cas :

- Chapitre 20 au budget principal et tous budgets annexes dans le cadre des opérations
- Chapitre 21 au budget principal et tous budgets annexes dans le cadre des opérations
- Chapitre 23 au budget principal et tous budgets annexes dans le cadre des opérations

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Désignations effectuées

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 25 mai 2012,

Pour expédition conforme,
par délégation,
la Vice-Présidente,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
8 JUIN 2012**

PUBLIÉ LE : 8 JUIN 2012

Mme. MICHÈLE ISTE